



SOLIDARUM

Base de connaissances pour
l'invention sociale et solidaire

solidarum.org

Serge Guérin **L'intergénération est la clé** **de la solidarité sociale**

Auteur de *La solidarité, ça existe... et en plus ça rapporte !* (Michalon, 2013) ou encore de *De l'État providence à l'État accompagnant* (Michalon, 2010), le sociologue Serge Guérin a beaucoup écrit sur les questions liées au vieillissement. Notre capacité à susciter le maximum de liens entre générations et cultures différentes est, selon lui, la clé de la solidarité sociale de demain. Le rôle des 11 millions d'aidants que compte la France, dont près de 9 millions sont bénévoles, y est crucial, pour construire ce qu'il appelle une « éthique de la bienveillance » et une « société de la sollicitude ».



Solidarum: Pouvez-vous vous présenter en quelques mots, au regard de notre thématique autour de la solidarité sociale de demain ?

Serge Guérin : Je suis sociologue, et travaille à ce titre beaucoup et depuis longtemps sur les questions liées au vieillissement, au rapport de la société avec le vieillissement de la population, qui représente selon moi une révolution majeure. J'ai plusieurs activités. Professeur, je dirige un master qui s'appelle « Directeur des établissements de santé » au sein de l'INSEEC, une école de commerce. L'ambition y est notamment de faire le pont entre une série de questions que l'on sépare trop souvent à propos des professions de santé : les enjeux de bienveillance et d'attention, mais aussi de rentabilité et d'équilibre économique. Au-delà de l'enseignement et de la recherche, pour être dans le réel, pour éviter « l'hémiplégie du cerveau », comme le disait Raymond Aron, j'interviens dans le champ social, comme conseil et conférencier. J'ai longtemps dirigé le Fonds pour l'innovation sociale d'une fédération professionnelle HLM. Je suis aussi l'un des fondateurs de l'association Labo des histoires, visant à favoriser l'accès et la pratique de l'écriture. Et puis, je me suis à un moment engagé politiquement autour de la question de l'écologie. Je parlais d'ailleurs d'écologie sociale ; l'enjeu de l'écologie ne peut en effet se réduire à la nature et à la défense des animaux, mais doit plus globalement s'interroger sur le « mieux vivre », sur l'attention à l'autre, le *care*, que l'on doit placer au cœur de nos sociétés.

Quelle définition donneriez-vous du « lien social » ?

Le lien social naît de notre conscience du besoin de l'autre, de notre interdépendance, les uns vis-à-vis des autres, et de la façon dont nous agissons en cohérence avec ce sentiment du besoin des autres. C'est pourquoi je conteste le terme de personnes dépendantes,



très souvent associé à l'âge, à ceux qu'on appelle alors les vieux. Nous sommes tous dépendants les uns des autres ; et nous avons tous à apprendre les uns des autres, notamment entre les générations. C'est même une grande leçon sociologique, portée par Émile Durkheim dès l'origine. Cette interdépendance n'est pas négative, mais positive ; elle n'est pas un poids ou une tare, mais une chance et un bonheur qui se travaillent. Il n'y a pas de société qui tienne sans une conscience active et entretenue de cette interdépendance. Il y a là quelque chose de l'ordre de l'utilité, car à un moment ou à un autre j'aurai toujours besoin de l'aide d'un autre ; mais aussi de l'ordre du plaisir, de l'art de vivre : manger un merveilleux gâteau au chocolat, seul dans son coin, c'est bien, mais n'est-ce pas mille fois plus agréable de le partager, de le faire découvrir à un proche bien sûr, ou pourquoi pas à un adolescent qui ne mange que des kebabs, à une personne âgée qui pensait avoir perdu le goût des desserts ou à un grand amateur de chocolat comme moi ? Le lien social, c'est cette nécessité qui me semble consubstantielle à l'être humain d'être en relation avec l'autre, et de cultiver cette relation.

C'est quelque chose qui tient à la fois à l'individu et à la société, au collectif ?

Exactement, il y a les deux. La qualité du lien social tient aux individus eux-mêmes, à leur personnalité, tout comme à leur milieu et à leur catégorie sociale. Mais la nature des relations que nous tissons avec les autres n'est pas une donnée figée par notre caractère et notre milieu social. La société a un rôle majeur, en particulier *via* l'éducation, pour aider à construire, à maintenir, à alimenter et même à faire évoluer ce lien social, ce qui nous fait tenir ensemble et avec qui. C'est peut-être cela que l'on appelle une civilisation. Et cette fonction de création et de consolidation de lien social n'est pas une mince affaire, en particulier lorsque les individus qui font société sont trop hétérogènes : le danger, c'est que la relation se transforme en compétition, voire en opposition, ce qui produit systématiquement la victoire des plus forts sur les plus faibles.

Qu'il s'agisse de l'État ou des départements, la puissance publique est au cœur de notre système de protection sociale, du moins en France. À vous écouter, il semblerait qu'elle ait un rôle majeur non seulement pour maintenir, mais aussi



pour créer du lien social ; Est-ce que j'interprète correctement votre propos ?

Oui, je suis persuadé que la puissance publique crée du lien social, ou du moins qu'elle doit se donner pour mission de construire du lien social – ce qu'elle ne réussit pas toujours à faire, je le reconnais volontiers. Le premier des liens sociaux se joue bien sûr au sein de la famille. Historiquement, l'élargissement de cette relation essentielle et la prise de conscience de son importance au-delà de la famille pour faire société ont d'abord été produits par la religion. Il est intéressant de rappeler sa double étymologie latine : *relegere* signifiant « relire » et *religere* signifiant « relier ». Les révolutionnaires de 1789, puis les fondateurs de la IIIe République, ont cherché à remplacer la religion par la République et la Nation, par une sorte de spiritualité laïque, avec une mission de création de lien social. Les solidaristes, en particulier, ont cherché l'équilibre entre solidarité et responsabilités. De ce point de vue, nous vivons une sacrée régression aujourd'hui !

Ce lien social au-delà du premier cercle de proximité passe donc, selon vous, par une idéalisation, capable d'incarner au quotidien des valeurs partagées comme la liberté, l'égalité et la fraternité, pour reprendre celles de la République... Mais comment cela se concrétise-t-il sur le terrain ? Comment l'État et les collectivités en arrivent-elles à créer et maintenir ce « lien social » ?

D'abord, en faisant vivre les symboles des valeurs que vous citez, notamment par ce que certains appellent des rites républicains ; ensuite, par des politiques créatrices de lien social sur lesquelles nous allons revenir dans notre discussion ; mais aussi, de façon bien plus prosaïque, en assurant le confort minimal des personnes. Comment développer à son niveau du lien social lorsque l'on vit dans la misère totale ? C'est impossible. L'État et surtout les collectivités territoriales, parce qu'elles sont plus proches des personnes, ont pour missions d'éduquer, d'informer et de protéger les citoyens de la misère. Ces missions sont selon moi la condition nécessaire, même si non suffisante, de la création et du maintien du lien social au cœur de notre société. C'est pourquoi s'appuyer sur les liens sociaux existants, en particulier communautaires, ne suffit pas, même si cela permet de produire des solidarités, voire de construire des projets *bottom-up* hors de l'implication



de l'État, selon une démarche parfois très riche, théorisée par les Anglo-Saxons, dont en particulier l'Américain Robert Putnam avec la notion de capital social. Au Royaume-Uni, la gauche Blairiste comme les conservateurs ont cherché à théoriser cette dynamique pour justifier le retrait de l'État. La grosse limite, c'est que pour produire de la solidarité au niveau du territoire, là où elle est la plus efficace, il faut aussi qu'il y ait une protection sociale pour tous et à l'échelle de la nation. Tocqueville nous avait prévenus ! Et dans un pays comme la France, les inégalités de territoire - et cette France périphérique évoquée par Christophe Guilluy - contribuent à casser ce sentiment national.

Dans votre livre *La Solidarité ça existe... et en plus ça rapporte !*, vous décrivez l'intergénération comme une clé majeure du lien social. Plutôt qu'une « société multi-culturelle où chaque communauté s'inscrit dans l'espace public de façon séparée », vous en appelez à « refonder le pacte républicain où prime un projet commun fondé sur la laïcité et le partage de l'espace et de valeurs » (page 62). En quoi, pour reprendre vos termes, le principe d'interdépendance générationnelle et culturelle entre tous les citoyens et « la primauté des règles communes sur le particulier » peuvent-ils s'avérer vraiment créateurs de lien social ? Ou d'un lien social plus crucial pour notre société que les solidarités spécifiques de communautés ?

La première clé, que vous mentionnez, c'est de refonder le pacte républicain. Le point de départ de ma réflexion, qui se nourrit du terrain, c'est ce constat d'un pays qui a de moins en moins conscience de son destin commun, et de plus en plus de difficultés à le définir et à le construire, ce lien de tous avec tous qui fait société. Les zones de non-droit se multiplient. Le droit des femmes à vivre comme elles l'entendent est menacé ici et là, à l'échelle du monde, bien sûr, mais aussi en France. Je ne crois pas à la notion magique et marxiste de progrès. À contre-courant, Raymond Aron exprimait son scepticisme sur le sens de l'histoire. Les temps lui donnent tristement raison ! On perçoit une régression, une peur et des tensions qui nous éloignent chaque jour un peu plus de la spiritualité laïque dont nous parlions, qui devrait être le ciment de notre République, et partant de notre société. Je soutiens que l'une des meilleures réponses à cette régression passe



effectivement par l'entretien et la valorisation de l'interdépendance générationnelle et culturelle. L'intergénération, en particulier, a ceci d'intéressant qu'elle existe au-delà de toutes nos différences de convictions, religieuses et plus largement idéologiques. Elle est d'ailleurs souvent très forte au sein des communautés traditionnelles, et bien sûr avant toute chose au cœur de la famille. C'est ce vécu de chacun, au sein de sa propre famille, qui donne son caractère universel et si facilement compréhensible à cette notion d'intergénération. Au sein d'une famille, les parents transmettent leurs histoires, leurs valeurs, leurs codes de conduite à leurs enfants, et ils s'enrichissent de ce que leurs enfants leur apportent, du moins quand tout se passe bien. La réciprocité, l'entraide, la transmission des savoirs et savoir-être semblent devoir trouver leur place naturelle entre les générations qui composent une famille, et j'y inclus bien sûr les grands-parents ou même les arrière-grands-parents au niveau de la mémoire commune. Le concept d'intergénération, tel que je l'entends, étend ce lien indiscutable au niveau de la famille élargie à l'ensemble de la société, par l'école évidemment où tout passe par cette transmission entre générations, mais aussi par tous les mécanismes d'entraide et d'accompagnement social, par les petits services que chacun se rend entre voisins, et plus largement par ce sentiment d'une histoire commune à transmettre et à enrichir par les échanges entre les citoyens de tous âges et de toutes conditions.

Vous faites donc un lien entre la solidarité naturelle que l'on peut avoir vis-à-vis de ses parents, de ses enfants ou petits-enfants avec le lien que l'on peut éprouver au sein de communautés et, plus largement, la solidarité que l'on peut construire au sein d'une société avec des gens que l'on ne connaissait pas la veille ?

Absolument. Je prends un exemple tout bête : j'ai eu une mission pour une entreprise qui me disait avoir un gros problème entre générations. Selon les plus anciens, les jeunes arrivaient tard, sans trop se préoccuper des horaires, leur parlaient mal, avec un drôle de vocabulaire, passaient trop de temps devant leur ordinateur ou leur smartphone... Selon ces mêmes jeunes, les plus vieux ne comprenaient rien au nouveau monde numérique, à leur culture, etc. Ces notions de « jeunes » et de « vieux » sont évidemment



très discutables. Elles font l'impasse sur les identités sociales et culturelles, sur les situations vécues... D'ailleurs, les premiers intéressés étaient les premiers à remettre en cause ces notions. En discutant avec eux, j'ai entendu l'un me dire : « *Il me fait penser à mon père* », et l'autre, à l'inverse : « *Il est aussi buté que mon fils* ». J'en ai parlé, dans mes discussions en face-à-face ou parfois lors des réunions collectives, et il a été au final assez facile de tisser le lien entre la famille de chacun et cette autre famille qu'est d'une certaine façon l'entreprise. Naturellement, une fois le dialogue renoué, ils se sont rendu des petits services, un ancien aidant un plus jeune à comprendre tel ou tel vocabulaire ou processus de leur entreprise, un jeune apprenant à un ancien tel truc avec un logiciel, ou l'aidant à faire redémarrer son ordinateur, etc. Ce sont de petites choses qui créent ce que l'on appelle du « liant ». Plutôt que de se « faire la gueule », ils se sont facilité la vie. Et ce « liant » - version basique du lien social, ces petites réciprocitys de la vie de tous les jours - produit de la société.

Mais n'est-ce pas une utopie, cette idée que la dimension intergénérationnelle, très intense au sein d'une famille unie – pas toutes les familles ! – pourrait se retrouver aussi fortement au sein d'une entreprise, d'une communauté ou bien surtout au niveau d'une nation, notamment de notre société ? N'est-ce pas une utopie de croire que ce lien entre générations qui cimente certaines familles pourrait de la même façon être le ciment retrouvé de nos sociétés ?

Non, ce n'est pas une utopie. Ce serait plutôt un horizon potentiel, un idéal commun qu'il me semble possible de construire ou de reconstruire. C'est parce que je prends la pleine mesure de tout ce que je peux apporter et de tout ce que m'apporte ma famille, dont je suis l'un des maillons, que je peux prendre conscience d'être aussi le maillon d'une chaîne solidaire au sein d'une entreprise, d'une communauté et plus largement de la société – au-delà des liens du sang. Il y a ce jeune qui m'a initié à Internet ; il y a ce musicien de rue qui m'a donné envie de jouer de la guitare, puis m'a appris à manier l'instrument ; il y a ce très vieux monsieur, dans les bureaux de la mairie, par exemple, qui m'a expliqué toutes les démarches que je ne comprenais pas pour renouveler mon passeport, etc. De



l'intergénération au sein de sa famille à l'intergénération au niveau de la société, il n'y a qu'un pas. Mais encore faut-il valoriser et faire vivre cette solidarité sociale-là, extension de celle que nous vivons ou devrions vivre au sein de la famille.

La difficulté, c'est que cela ne s'improvise pas : il est naturel d'éprouver ce lien par rapport à ses enfants, un peu moins par rapport à son voisin, et encore moins par rapport à cette personne de la maison d'en face que je ne connais pas ou ce réfugié venu d'ailleurs que certains hommes politiques stigmatisent comme étranger non invité dans notre pays. Pour dépasser le cadre de la proximité d'évidence et entretenir une solidarité entre inconnus, tout sauf naturelle, la société doit faire vivre ce lien qui semble lointain, le vouloir et s'en donner les moyens, non ?

Absolument, ce n'est pas naturel. Il y a un débat entre le naturel et le culturel, l'inné et l'acquis... L'instinct maternel, n'est-il que naturel, et dure-t-il tout au long de la vie de l'enfant ? Des femmes n'ont pas cet instinct maternel, mais elles restent néanmoins des femmes. Dans certaines cultures, la mère doit se détacher assez vite de son enfant. Y compris dans ce qui nous semble le plus naturel, il y a de la culture, du cadre social et donc une construction sur laquelle il s'avère non seulement possible mais indispensable d'agir. Faire société, que ce soit au sein d'une communauté, d'un quartier, d'une ville, d'une nation ou d'un ensemble de nations comme l'Union européenne suppose un partage de valeurs, donc des normes faisant consensus pour permettre la meilleure harmonie entre toutes et tous. Vous avez raison : cette solidarité-là se construit. Lorsque ma vie est en jeu, par exemple pour traverser le boulevard au feu rouge, j'apprends vite et facilement. Apprendre à respecter celui qui pense et vit différemment de moi, avec lequel j'ai peu de relations de vie, c'est plus compliqué. C'est bien pour cette raison que l'on parle non seulement de cadre social mais aussi d'accompagnement social. Beaucoup n'en voient que le côté normatif ou, pire, autoritaire. Albert Camus défendait l'idée que ce cadre social puisse être auto-administré, libertaire presque ; lui parlait de « communalisme ». Le lien social à l'échelle d'un groupe ou plus encore d'une société se construit, essentiellement par l'éducation et la valeur de l'exemple. Sauf que ce lien



social dont le sésame est l'intergénération a un atout majeur : l'exemplarité vient de ses parents et grands-parents, de ses frères, sœurs ou cousins ; sinon, à défaut, des parents ou grands-parents de l'ami qui, lui, n'a pas de soucis de famille ; ou encore de l'école, dès la crèche ou surtout la maternelle. L'éducation, qui me fait prendre conscience de mes droits et devoirs, commence dans ma commune, avec les gens avec lesquels je vis, puis avec ceux que je vois le plus souvent. Une sorte de famille élargie, qui s'agrandit encore au gré de rencontres, de dialogues au fil de mes passions et de mes recherches.

Le maître mot, c'est cette notion d'accompagnement social, d'attention à l'autre, bref de « *care* ». Accompagner, cela veut dire faire ensemble le chemin : je ne vais pas te dire ce qu'il faut faire ; je vais t'orienter, de donner des clés, t'apprendre la langue par exemple. On sait que l'une des manières de lutter contre l'illettrisme, c'est de passer par l'écriture, de faire soi-même. Quand nous avons, avec Philippe Robinet, créé le Labo des histoires, il y avait cette idée que derrière l'accès pour les enfants et les jeunes à l'écriture, à la création, se jouait beaucoup plus : le goût de l'écriture ouvre à l'apprentissage, à l'intérêt de prendre des initiatives... Ils découvrent la satisfaction de s'en sortir tout seuls grâce à ceux qui les ont accompagnés en amont, le plaisir de l'autonomie mais aussi du regard positif des autres sur soi. Ce qui est vrai de la lecture et de l'écriture l'est aussi de l'intergénération : grandir, s'enrichir grâce aux autres, même et surtout ceux que l'on ne connaît pas, dont l'univers nous est étranger, cela s'apprend. Cela se construit, depuis sa famille jusqu'à l'école et tout un contexte de société, qui malheureusement fait de plus en plus défaut et dont le maître mot, comme je le disais, est l'accompagnement social.

Dans vos livres et articles, vous donnez beaucoup d'exemples de constructions du lien social, en particulier sur ce terrain de l'intergénération. Vous parlez, par exemple, d'habitats partagés entre étudiants et personnes âgées, ou entre des populations de toutes générations reliées par une même passion culturelle comme la musique. Est-ce que vous pourriez nous donner des exemples pour montrer comment la société peut construire du lien social ou de la solidarité sociale entre générations sans artifice, mais avec volontarisme ?



Il y a des lieux où l'on ne peut éviter l'intergénération : au sein de la famille, bien sûr, ou de l'entreprise, par exemple ; l'enjeu y devient d'en faire comprendre et d'en valoriser les richesses, et ce que tous peuvent en tirer de positif. Mais l'intergénération peut également être suscitée, être créée quasiment *ex nihilo*, par une volonté sociale. C'est effectivement le cas dans le domaine de l'habitat, et plus particulièrement de l'habitat social. Car lorsque les gens ont peu de moyens financiers, au sein d'un HLM par exemple, la solidarité de proximité peut s'avérer un atout formidable. Au cours de mon travail pour le Fonds pour l'innovation sociale, j'ai vu des centaines de projets fabriquant du lien. La Fonda en a recensé 300, et au jury du Réseau Villes Amies des Aînés, nous avons 50 actions intergénérationnelles menées par des communes. L'intergénération nécessite une construction sociale. L'un des projets qui m'a marqué, c'est la transformation de la caserne Mac-Mahon en plein centre de Rennes, l'Espace Simone de Beauvoir. La ville de Rennes cherche depuis trente ou quarante ans à maintenir les tarifs du foncier à des niveaux abordables, afin que puissent se côtoyer toutes les générations et origines sociales. Il y a une dizaine d'années, la ville a décidé de faire de cette immense caserne à l'abandon un « espace intergénérationnel » avec à la fois de l'habitat classique et de l'habitat social. Le bailleur social Espacil Habitat a vu son projet intergénérationnel sélectionné. Il est ouvert à la fois à des personnes relativement âgées dont certaines en fragilité économique, des personnes handicapées psychiques, mais aussi à des familles, et à des jeunes étudiants se destinant plutôt aux métiers du soin, sensibles à ces publics. Sans compter un lieu collectif et convivial : le restaurant Fourchette et Compagnie, avec des personnes chargées d'animer le restaurant, de susciter des rencontres. Un projet de mixité sociale et générationnel suppose un tissu associatif, et des gens engagés, prêts à relever le pari d'une proximité pas toujours facile à organiser et à tenir, mais aussi des espaces de partage et des professionnels de l'animation. Il faut en particulier financer le fonctionnement, les salaires des professionnels... D'ailleurs, après quatre ou cinq ans, l'animatrice de l'espace a dû cesser son implication faute de moyens de financement.

Mais sur le terrain de l'habitat partagé, il y a un grand nombre de projets moins



ambitieux que celui de la caserne Mac-Mahon et qui fonctionnent bien, non ?

Oui, les exemples sont nombreux. J'ai en tête le cas d'un foyer logement, ce que l'on appelle une résidence-autonomie, à Besançon. La mise aux normes de l'ensemble de l'immeuble pour des personnes à mobilité réduite, en particulier dans les étages, aurait été beaucoup trop chère. Il a donc été décidé de mixer les populations : les plus âgés dans les étages au-dessous, les plus jeunes au-dessus, mais avec des incitations originales pour pousser ces mêmes jeunes à venir s'y installer. Les jeunes s'engageant à passer une dizaine d'heures par mois à discuter, à échanger avec les personnes âgées se sont vu proposer des fortes baisses de loyer, ou la possibilité de ne pas avoir de charges à payer. Que s'est-il passé ? Certains jeunes ont fait leurs dix heures avec l'œil rivé sur leur montre, alors que d'autres se sont piqués au jeu et ont bâti de vraies relations avec les anciens. Même topo du côté des personnes âgées, certaines ayant participé à l'histoire sans trop d'entrain, mais une majorité l'ayant vécue comme un bonheur avec, qui plus est, une aide bien réelle au quotidien. Quoi qu'il en soit, le constat, pour que des relations de réciprocité se mettent en place, c'est que ce type de mixité sociale implique une volonté, de vraies incitations et une organisation solide.

Cette notion de réciprocité n'est-elle pas d'autant plus essentielle que les acteurs de ces relations intergénérationnelles ne se connaissent pas amont ?

Je ne crois pas aux actes gratuits. Marcel Mauss l'expliquait très bien : « *le don et le contre-don ; je donne, je reçois, je rends* ». Je donne parce que j'attends un retour : pour l'essentiel du symbolique plus que de l'argent, qui m'aide à me sentir bien, mieux considéré, utile pour quelqu'un, avec aussi, pourquoi pas, l'impression d'avoir appris quelque chose. Que ça fasse du bien... C'est le meilleur de tous les médicaments. La prise de conscience de notre interdépendance et la satisfaction éprouvée grâce à ce lien entre générations passent par cette réciprocité. Et cette réciprocité ne s'impose pas, mais elle se construit, au niveau des personnes, évidemment, mais aussi de la société.

L'envie d'aller vers l'autre est cruciale, à susciter, à valoriser...



Que ce soit l'art contemporain, la musique pop, la poterie, son métier ou le jeu d'échec, le lien intergénérationnel vit d'autant mieux qu'il y a un territoire commun, une passion pouvant faire l'objet d'un partage, d'une transmission. J'ai rencontré, il n'y a pas longtemps, un monsieur de 93 ans, polytechnicien. Il m'a dit : *« Moi, ce qui m'inquiète, c'est que les jeunes ne jouent plus au bridge. Ils trouvent ça compliqué. C'est pour ça que je suis en train d'inventer une nouvelle méthode de bridge, plus simple et ludique. »* Il va peut-être commencer avec ses petits-enfants, puis leurs copains. Rien ne remplace ce type de désir, que la société doit encourager et alimenter, en facilitant les rencontres, en créant des lieux pour cela. Il suffit d'un banc public, ou d'un café ouvrant ses tables aux joueurs d'échecs, pour y voir un jeune de 15 ans et un « jeune » de 75 ans se défier, jouer et rejouer, avant que le « vrai » jeune ne commence une partie avec un adolescent de son âge, puis que tous deux tentent, ensemble cette fois, de défier le joueur d'expérience. Cela peut être une même volonté de rendre une rivière propre, pour aller y pêcher, entre anciens et jeunes voulant tâter du goujon, mais ne sachant comment faire. Même la sémantique s'en mêle : dans le mot « partage », il y a « part » et « âge » !

Je prends un autre exemple formidable : Les Intergénéreux, un programme lancé par l'association Unis-Cité, précurseur du service civique, créée par trois étudiantes en 1994. Leur modèle, fondé sur l'engagement volontaire de jeunes de 16 à 25 ans pour remplir des missions d'intérêt général, a largement contribué à la création en 2006 du service civil volontaire. Martin Hirsch en étant à l'initiative, le dispositif a été largement étendu à partir de 2010. Avec Les Intergénéreux, l'idée est de contribuer à densifier et retisser les liens sociaux de la personne isolée (en situation d'autonomie), à l'intégrer dans un réseau de professionnels de l'accompagnement et à renforcer sa participation sociale. En fonction des attentes de la personne, les visites hebdomadaires des deux volontaires s'organisent autour d'activités et de mises en lien, d'organisation de moments d'échanges et d'animations en collectif. Les jeunes volontaires, en plus des formations associées au service civique, bénéficient d'un programme spécifique à la connaissance du grand âge et de l'intergénération.



Quand on dit « *si vous aimez la musique, venez, vous partagerez un studio et un petit espace café* », et que l'on met des amateurs d'une même musique de toutes générations au sein de l'immeuble, il y a plus de chance qu'il se crée quelque chose, que si l'on prend des gens qui n'ont aucune passion commune et qui, à la limite, risquent de se détester entre amateurs de NTM et de Mozart... La solidarité au-delà de la famille ou d'une communauté forte, si j'ai bien compris votre propos, se suscite, s'encourage à partir de besoins, de désirs communs, mais ne s'improvise pas. Elle suppose l'implication d'acteurs sociaux, et une volonté sociale de l'État, de la collectivité territoriale ou de l'organisme privé.

Exactement, l'accompagnement social est crucial. Il se joue sur le terrain *via* les acteurs sociaux, bien sûr, mais aussi dans nos têtes à toutes et tous, donc sur ce que chacun retient dans son cercle familial, à l'école, à l'université, au sein de son club de sport ou son entreprise, devant la télé, sur Internet aussi, etc. Il y a, par exemple, des lieux, des environnements, des communautés ou des sociétés qui cultivent la compétition entre enfants, adolescents ou adultes, et d'autres qui, sans nier la nécessité de valoriser l'individu, mettent plus l'accent sur la coopération. L'idée de récompenser l'enfant qui court plus vite que l'autre ne me dérange pas. La compétition fait partie de la nature humaine. Mais sans chercher à faire dans l'idéologie, on peut féliciter le gamin meilleur à la course tout en lui faisant comprendre qu'il est peut-être au top du 1000 mètres, mais moins bon que son copain en maths, et qu'un jour l'un pourrait avoir besoin des talents de l'autre. Il y a des circonstances, dans le cas d'une inondation par exemple, où la survie de tous passe par la solidarité, qui en devient obligée. Chacun, en fonction de sa culture et de son éducation, de ses valeurs, de sa personnalité, des circonstances... Il y a le blanc et le noir et toutes les teintes de gris, disait Primo Levi. Durant l'occupation, vous aviez les collaborateurs et les Justes cachant les familles juives. Entre les deux : une multiplicité de comportements, d'attitudes parfois contradictoires.

Les exemples que je donne ne sont pas loin de clichés, mais ils démontrent simplement le caractère collectif et à construire de la solidarité. Comme le disait le père de Camus,



révolté après avoir assisté à la mise à mort publique d'un condamné : « *Un homme, ça s'empêche.* » Ça s'empêche de tuer, de violer, de voler, etc. La construction du lien social tient à tous ces facteurs, et à des questions comme : qu'est-ce qui, au sein d'un groupe petit ou grand, fait sens ou non ? Quelles sont les personnalités références et les valeurs que portent ce collectif, cette communauté, cette ville, cette nation ? Qui, sans pour autant être parfait, nous sert aujourd'hui d'exemple ? Il y a la famille, l'école, les médias, autant d'éléments qui contribuent à l'éducation, mais aussi bien sûr le contexte social, l'existence ou pas de protections sociales. Ce dernier point, j'en ai peu parlé, mais il est majeur : comment aider les autres si l'on est soi-même dans la misère absolue ? C'est plus facile pour un retraité d'être un bénévole utile aux autres s'il a justement une retraite correcte. Un retraité qui n'en a pas, avant de s'improviser bénévole pour être utile aux autres, il faut d'abord qu'il mange, qu'il survive. Contrairement à ce qu'affirment ou sous-entendent certains discours ultra-libéraux, l'idée que « *lorsque l'on a des aides, on ne fait plus rien* », est totalement contredite par l'expérience du terrain. C'est bel et bien parce que notre système social le permet que des millions de retraités deviennent bénévoles pour des associations et de nombreuses causes dans notre pays. La protection sociale, loin de systématiquement encourager la paresse, nous libère, et l'esprit, et du temps pour agir selon ce qui nous semble le plus juste. Sans la garantie d'un socle minimal d'argent, je survis ; et dans la survie, je n'ai pas d'autre choix que de penser à moi d'abord.

On en arrive aux conditions de construction du lien social. On a parlé d'éducation, et là on parle de conditions vitales, sans lesquelles rien n'est possible. La réalité de notre pays, que vous soulignez aussi dans vos livres, c'est qu'il y a 11 millions d'aidants familiaux ou professionnels en France, parmi lesquels près de 9 millions sont des bénévoles – notre population active étant d'un peu moins de 29 millions de personnes. Ce nombre d'aidants bénévoles est élevé. Et ce que vous dites, c'est que ces bénévoles, ces 5 000 bénévoles des Blouses Roses, ces 1 500 bénévoles de SOS Amitié, représentent une richesse énorme qui pour le coup crée réellement du lien social.



« *Le cynisme, c'est connaître le prix de tout et la valeur de rien.* », disait Oscar Wilde. Toute valeur n'est pas quantifiable. La valeur économique, strictement mesurable, n'épuise pas la valeur d'utilité, bien plus large ; et la valeur sociale me semble recouvrir bien plus de paramètres que la seule valeur d'utilité. Car (faut-il le rappeler ?), les 12 à 13 millions de personnes officiellement bénévoles d'une association et plus rarement d'une fondation en France ne créent aucune richesse économique mesurable en termes de PIB (Produit intérieur brut). Et que dire de tous ces bénévoles informels qui aident les uns et les autres sans être adhérents de la moindre organisation ? Quand le voisin du troisième étage donne un coup de main au gamin du rez-de-chaussée pour ses maths, ce n'est marqué nulle part, dans aucune statistique. Mais il a bien fait, à un moment donné, ce que l'on n'appellera peut-être pas du bénévolat, mais de la solidarité informelle ; il a vraiment aidé. Ça aussi, ça fait tenir une société.

À un niveau d'engagement plus intense, ensuite, il y a les aidants de proches. Ce sont des gens qui, vingt heures par semaine au minimum, et jusqu'à parfois vingt heures par jour, accompagnent un proche en grande difficulté, qui fait partie dans la majorité des cas de sa famille – mais pas toujours. Ils soutiennent, là un proche très âgé, avec des soucis de déplacement, ici un parent ou un compagnon touché par une maladie chronique (cancer, sclérose en plaque, etc.) ; ou bien un enfant gravement handicapé, ne pouvant vivre sans aide. Cela représente 8 millions et demi d'aidants bénévoles adultes, auxquels on pourrait rajouter environ 400 000 moins de 15 ans qui sont eux aussi des aidants bénévoles. Soit autour de 9 millions de personnes qui, au quotidien, aident très régulièrement une personne qui, sans eux, verrait quasiment son pronostic vital engagé, ou n'aurait plus aucun espoir, plus aucune envie de vivre. La plupart de ces aidants le deviennent sans l'avoir choisi, contraints par les accidents de la vie, mais aussi et surtout par amour de leur enfant, de leur conjoint, de leur père ou de leur mère. 9 millions, sur 66 millions d'habitants ; ou 8 millions et demi sur 45 millions de personnes de plus de 15 ans, dans une société que l'on prétend gouvernée par l'individualisme : c'est énorme. Il y a là une permanence, quelque chose qui reste et résiste à toutes les évolutions du



monde, de l'ordre de la solidarité. Encore une fois, pas chez tout le monde, et pas à tout moment, mais c'est peut être là le sens de l'être humain. Une bienveillance, une dignité fondamentale.

Les chiffres que vous donnez étonnent parfois. Par exemple, celui de l'Université de Leeds, trouvé dans *La Solidarité ça existe... et en plus ça rapporte !*, comme quoi dans le domaine du soin et de la santé, l'informel gracieux représenterait au Royaume-Uni l'équivalent de 104 milliards d'euros par an, alors que la dépense publique s'y situerait aux environs de 98 milliards. N'est-ce pas, sous ce regard, un manque de l'État social que pallient les bénévoles ?

Nous avons fait le même type de calcul concernant la France : rémunérer les 8 millions et demi d'aidants bénévoles à un tarif, plutôt modeste, de 19 euros de l'heure, sur la base minimale de vingt heures par semaine passées auprès de l'aidé, correspondrait à une dépense de 164 milliards d'euros par an. À titre de comparaison, l'ensemble des dépenses de santé équivalent en France à 240 milliards d'euros par an. Y ajouter le coût de ces bénévoles signifierait une augmentation des deux tiers de ce budget. De fait, 164 milliards d'euros, cela correspond à peu près à l'ensemble des traitements de tous les fonctionnaires des trois fonctions publiques, sur un an. L'État, c'est un euphémisme, ne pourrait assumer une pareille dépense supplémentaire. Dans les situations les plus difficiles, il faudrait trois salariés par jour auprès d'une seule personne. Il faudrait mobiliser un million de professionnels au bas mot. D'autres imaginent même de développer des systèmes de vidéosurveillance ! Certainement qu'il y a des pistes à creuser autour de cela, que les outils numériques peuvent fournir une partie de la solution, mais chacun comprend aussi que ce serait insuffisant et complexe. Et que la question de l'humain reste centrale. C'est elle qui donne du sens. Cela montre bien toute l'importance de cette valeur non productive, non rentable selon les critères économiques classiques : celle des aidants. L'État, d'une certaine façon, s'en lave les mains, sous-entendant : « *C'est normal que vous le fassiez, ce sont vos enfants, il s'agit de votre famille* ». D'ailleurs, lorsque l'on a commencé à utiliser ce terme, « aidant », certains ont dit : « *Pourquoi mettez-vous un mot*



sur quelque chose de normal, de l'ordre du devoir d'une mère vis-à-vis de son enfant. » Un aidant bénévole m'a même dit : « *Je ne suis pas un héros, je ne mérite aucune médaille...* » Ce à quoi je répons : les aidants ne sont peut-être pas des héros, mais sans eux notre société s'effondrerait. Ils méritent d'être respectés, d'être valorisés, et ce d'autant que ce n'est pas l'État qui pourrait les remplacer du jour au lendemain.

D'où la nécessité, sans doute, d'accompagner ces accompagnants ?

Il me semble en effet essentiel de ne pas les laisser seuls, d'encourager leur activité en cohérence avec les politiques de solidarité au niveau des territoires. Je prends un exemple tout bête : celui des gens qui arrêtent de travailler pour s'occuper de leur compagnon ou de leur mère, touchés par une maladie, liée ou non à la vieillesse. On leur dit : « *Vous ne travaillez plus, donc vous ne cotisez plus pour vos droits à la retraite.* » Pour eux, c'est la double peine. Ce n'est pas possible. Le minimum serait de faire en sorte que les droits sociaux, et en particulier à la retraite, se poursuivent. La loi Ayrault sur les retraites, promulguée début 2014, va dans ce sens, même si c'est de façon insuffisante selon moi : pour la première fois, une loi instaure que si vous arrêtez de travailler pour accompagner une personne proche, vos droits à la retraite se poursuivent, comme si vous cotisiez, mais dans la limite de huit trimestres. Ça bouge. L'État a fait un pas, mais il ne fera pas tout. Les entreprises, au sein desquelles les gens travaillent avant de devoir s'occuper à mi-temps ou malheureusement à plein temps d'un proche, doivent elles aussi aménager leurs règles pour accompagner le départ, améliorer la vie, les conditions de travail à la maison par exemple, ou le retour à l'emploi de l'aidant. L'enjeu est simple : comment pouvons-nous mettre en place un écosystème plus bienveillant, plus aidant, plus accompagnant ? Juste sur la question des aidants, par exemple, qui sont en quelque sorte le *summum* du bénévolat. Mais il y a aussi tous les autres bénévoles. Comment les valoriser ? Pourquoi les parcours de formation ne donnent-ils pas plus de valeur aux actions de bénévolat ? Pourquoi ce qu'apprennent les bénévoles, dans l'entreprise ou même en dehors, ne serait-il pas valorisé par des sortes de diplômes, ou l'équivalent de ce que l'on appelle des « badges », qui valident ces cours suivis uniquement en ligne ?



D'ailleurs, aujourd'hui, je crois que parmi les bénévoles et les aidants, il n'y a que ceux devant agir dans le secteur des soins palliatifs qui soient formés. Il n'y a pas officiellement de formation au bénévolat. Car si l'on veut que l'aidant bénévole puisse aider du mieux possible des gens malades ou en mobilité réduite, ne gagnerait-il pas à être formé ? Ne serait-ce pas utile, et pour lui, et pour la société ?

Sur ce sujet, là aussi, les choses évoluent. Dans la loi d'adaptation de la société au vieillissement, votée le 28 décembre 2015, apparaissent pour la première fois des droits pour les aidants. Je pense en particulier au droit au repos, que l'on appelle aussi parfois droit au répit : une semaine par an, ce qui est peu, mais représente un premier pas non négligeable d'un point de vue symbolique, l'aidant a droit en quelque sorte à des « congés payés », des vacances sans la personne qu'il aide, pendant lesquelles l'accompagnement est assuré par une autre personne que cet aidant. En ce qui concerne la formation, la loi a acté un droit à l'éducation thérapeutique pour les aidants. C'est une vraie avancée, qui n'a pas été obtenue sans de grands débats. Certains, opposés à cette mesure, avançaient qu'une telle formation des bénévoles allait en faire les concurrents de professionnels. Sauf que ce n'est pas parce que vous êtes formé au secourisme que vous devenez le concurrent de pompiers ou de médecins ! En revanche, vous êtes dès lors capable d'intervenir précisément, sans risquer de faire une bêtise, pour répondre à une situation donnée. Vous apprenez à déplacer un corps, même lourd, sans danger pour la personne. Tout le monde est gagnant, y compris la société, parce que la personne formée, du coup, est plus compétente dans son rôle, et mieux légitimée. Elle devrait rester plus longtemps aidante. La façon dont la loi va se concrétiser sur le terrain reste incertaine ; elle va dépendre de beaucoup de paramètres, notamment des moyens des collectivités territoriales, de la formation de leur personnel, etc. Dans l'idéal, dès lors que la loi reconnaît l'aidant, elle devrait lui permettre d'être accompagné d'un point de vue psychologique et d'être aidé dans sa mission d'aidant par des professionnels du soin. Il me semble important d'accompagner l'aidant, pour qu'il sache jusqu'où il peut aller dans son soutien au malade, ce qu'impliquent certains actes. Faire la toilette intime



de son parent ou de son adolescent n'est pas neutre, par exemple. Il y a aussi un enjeu d'éducation thérapeutique, pour comprendre la réalité de la maladie de la personne aidée. Une sclérose en plaque, ce n'est pas la maladie d'Alzheimer, et un cancer ce n'est pas tel ou tel autre problème... Cette démarche implique donc de protéger l'aidant tant que faire se peut. C'est certes compliqué d'un point de vue pratique, mais sur le principe, dorénavant, la puissance publique devrait être beaucoup plus présente aux côtés des aidants qu'elle ne l'était avant cette loi de décembre 2015.

Ce qui est intéressant, c'est que cette construction, en quelque sorte, repose quand même sur une vision de la société qui est très différente de celle d'une société productiviste. On pose la question de l'utilité sociale en tant que telle, qui n'est pas réductible à la rentabilité. Vous parlez souvent du financement des retraites. Ne voir cette question que sur l'aspect du coût engendré pour la société par rapport à ceux qui sont « au travail », c'est une aberration, parce que c'est oublier toutes les externalités positives, tout ce qui fait que les gens, les retraités, qui sont je crois les bénévoles les plus nombreux, vont pouvoir apporter quelque chose à la société, créer du lien social et entretenir la solidarité. N'est-ce pas un point important ?

Les rapports entre l'activité et le travail, l'utilité sociale et le monde productiviste, sont sans doute le nœud gordien de l'avenir. Comment repenser la société ou, pourquoi pas, en réinventer une qui prenne acte qu'une immense part de l'activité la plus essentielle pour nous, impossible à évaluer, est réalisée par des gens qui officiellement ne travaillent pas ? Comment valoriser cette gigantesque part de richesse qui, pour reprendre ces termes que je trouve fallacieux, serait l'œuvre non pas de ceux que l'on qualifie d'actifs, mais de ceux qui ont l'étiquette d'inactifs ? Cela représente beaucoup de monde : les enfants, les jeunes... Un étudiant est un inactif – on le considère comme un investissement dans la durée, mais c'est un inactif quand même. Le chômeur, officiellement, au sens statistique du terme, est un actif. Les retraités, un certain nombre de gens qui ont arrêté de chercher un emploi ou de personnes qui ont fait le choix de vivre au foyer sont à l'inverse catalogués



comme inactifs. Sauf que la population dite active n'est en France que de 28 millions de personnes, dont à peu près 3 millions de chômeurs, sur 66,6 millions d'habitants. Il y a donc 25 millions de personnes « vraiment actives », du moins officiellement, sur près de 67 millions de personnes ! Et ce d'autant que l'on ne réinventera pas du jour au lendemain 5 millions d'emplois. Il y a urgence à concevoir l'emploi, le travail, l'activité et l'inactivité tout autrement. Mais cela ne se fera pas du jour au lendemain, par décrets venus d'en haut. Une entreprise de 8 personnes et une multinationale, ce n'est pas la même chose. Et ce n'est pas la même chose d'être dans un petit village à 50 kilomètres de la moindre petite ville que de vivre dans une métropole. On ne réinventera un système social qu'en prenant en compte la multiplicité des territoires et plus largement des situations, et en expérimentant des solutions, sans *a priori* quant à ces catégories désormais obsolètes comme « actifs » et « inactifs ».

Cette coupure « inactif-actif », quand on prend note des chiffres que vous donnez, considérant l'importance des retraités pour le lien social, pour la solidarité et en termes d'utilité sociale, n'est-elle pas totalement absurde ?

Les mots ne sont jamais neutres. Dire actif-inactif, c'est dire utile-inutile, ce qui est, sinon absurde, faux, et qui correspond comme je le disais à une vision obsolète de la société. Ceux qui sont utiles sont en théorie ceux qui contribuent à la production, même si la production nous envoie dans le mur, même si elle est écologiquement insupportable et fabrique des choses justement inutiles ; il n'empêche que c'est cela qui compte. Tous les inutiles sont d'une certaine manière des inactifs, et tous les inactifs sont des inutiles. Les jeunes le sont, évidemment, même s'ils ont l'excuse d'être appelés plus tard à devenir productifs, donc en théorie « actifs » et « utiles ». Les chômeurs, sont statistiquement actifs, mais en pratique économiquement inactifs. Et puis, il y a le gros contingent : les retraités. Ils sont à peu près 15 millions aujourd'hui en France, et seraient donc en principe inactifs. Je vous donne un chiffre : les grands-parents passent en moyenne 23 millions d'heures par semaine juste pour accompagner et aller chercher leurs petits-enfants à l'école. S'ils sont inactifs, cela ne compte pas. Effaçons ces heures. Comment les remplace-t-on ? Toutes



les nounous de l'Europe n'y suffiraient pas ! Selon une certaine rationalité économique, on pourrait dire : supprimons-les, nous créerons ainsi de nouveaux emplois de crèches, de haltes-garderies, de nounous, etc. Il ne faut pas avoir fait l'ÉNA pour comprendre l'imbécillité d'un tel raisonnement, ou du moins son caractère totalement irréaliste. La rationalité économique ne suffit pas ; il y a besoin d'autre chose. Et par ailleurs, dans la relation entre le grand-père ou la grand-mère et leur petit-fils ou petite-fille, il se passe quelque chose qui va bien au-delà du simple fait d'aller le chercher à l'école. Un lien qui pourrait se tisser avec une nounou, mais de façon moins évidente. Cette utilité-là, des grands-parents, c'est une utilité polymorphe, de l'ordre du service pratique mais aussi du ciment social et affectif, psychologique. Il y a beaucoup de façons d'être utile chez les inactifs. Donc les inactifs sont tout sauf inactifs. L'enjeu, je le redis, est bel et bien là : dans l'invention d'un modèle social, d'une société qui prenne acte de la réalité des chômeurs, de l'activité des retraités qui sont de plus en plus nombreux, de l'importance incontournable d'activités impossibles à comptabiliser en nombre d'emplois patentés, rentables, productifs, etc.

C'est-à-dire une société naturellement solidaire, une société de la sollicitude, de la bienveillance, pour reprendre des mots qui sont les vôtres. L'invention de cette société ne suppose-t-elle pas une révolution mentale ? Pour faire disparaître le chômage, ne faut-il pas faire disparaître l'emploi ? Ou du moins comprendre et prendre acte du fait que tout le monde est actif ? Et l'on peut tenir plus encore le même raisonnement concernant les retraités. Pour prendre acte de ce lien social qui est créé par lesdits retraités, faut-il encore utiliser pour eux le mot « retraité » ?

Oui, d'une certaine manière, il faut changer les mots, mais aussi les situations voire les statuts qui incarnent ces mots. Après se pose la question du revenu, évidemment essentielle pour que chacun puisse vivre et mener ses activités sereinement. L'indicateur d'un nouveau mode de rétribution ne devrait plus être la rentabilité économique pure et simple, mais l'utilité sociale. L'utilité du ramassage des poubelles, par exemple, est de l'ordre de l'évidence. Il s'agit pourtant d'un métier dégradant, et surtout très dévalorisé.



Pourquoi est-il plus valorisé de faire un vide-grenier que d'être éboueur ? À moins que l'enjeu ne soit ailleurs : ne serait-il pas plus intelligent pour la société que le ramassage des poubelles soit réalisé par des particuliers à tour de rôle plutôt que par des professionnels spécialisés ? Quoi qu'il en soit, il semble évident que l'activité d'éboueur mérite d'être beaucoup mieux rétribuée, autant en termes symbolique que financier. Ce que j'appelle « l'éthique de la sollicitude » s'appuie sur ce type d'interrogations, partant de l'utilité sociale de chaque activité plutôt que de sa rétribution actuelle au sein de la société. Les métiers de ce que l'on appelle le *care* - je pense en particulier aux femmes qui s'occupent de nos enfants ou de nos parents, qui sont nos êtres les plus chers -, sont excessivement mal payés. Est-ce bien normal ? Pourquoi une personne en charge de nos enfants ou de nos parents serait-elle dix fois moins rémunérée qu'un banquier ? Ou mille fois moins qu'un *trader* ? J'enfonce peut-être des portes ouvertes, mais que bien peu de gens osent pourtant franchir aujourd'hui. Toute société suppose une hiérarchie de valeurs, dans tous les sens de ce terme. Je pense que nous devons réfléchir et agir pour changer les hiérarchies de notre société, dont je ne suis pas le seul à croire qu'elles sont de moins en moins adaptées aux paris du présent et du futur... Ne pas ignorer la loi du marché, bien sûr, mais en contrebalancer les effets délétères par le critère d'utilité sociale, ainsi que la prise en compte de valeurs comme la bienveillance, la sollicitude, etc.

Pour exprimer cette nécessité d'une transmutation des valeurs, vous parlez par exemple du temps, de l'idée que cette société-là, et je le dis à ma façon, la « société des seniors », serait une façon de nous extirper d'une société de la vitesse, de « l'ubérisation », pour nous redonner le « goût du temps ». Ce « goût du temps » ne doit-il pas être lui aussi pris en compte dans ce que serait une nouvelle société ?

Absolument. On n'a jamais vécu aussi longtemps : on gagne trois mois d'espérance de vie par an, soit en moyenne six heures de vie tous les jours ! Comme si nos journées ne comptaient pas 24 heures comme celles de nos parents ou grands-parents, mais 30. On n'a jamais aussi peu travaillé. Jamais le temps de travail n'a été aussi réduit par rapport à l'ensemble du temps. Bref, on n'a jamais eu autant de temps que maintenant. Et pourtant,



jamais on n'a autant entendu les gens dire : « *Je n'ai pas le temps* » et courir après le temps... Nous sommes d'ailleurs face à deux mondes : ceux qui n'ont pas le temps et ceux qui ont trop de temps. Il y a une inégalité, avec pas ou peu d'échange entre les deux mondes. Cela peut paraître surprenant, mais cette question du temps est au cœur des enjeux de solidarité sociale d'aujourd'hui. Si j'ai du temps, mais peu d'argent, pourquoi ne pas profiter de ce temps pour être plus actif, et de façon plus intéressante, différente ? Le penseur et pionnier de l'écologie politique Ivan Illich expliquait que nous pensons gagner du temps grâce à notre voiture, mais que si nous comptabilisions les heures de travail nécessaires pour se la payer, les réparations, l'essence, l'assurance, sans compter le temps passé à la choisir, à la laver, à en parler sans cesse, etc., serions-nous si certains d'avoir vraiment gagné du temps ? Ne serait-ce pas plutôt l'inverse ? N'avons-nous pas perdu un temps que nous aurions pu passer à mille autres activités bien plus gratifiantes pour nous ? Si je prends le temps de faire pousser moi-même mes tomates, j'en obtiens de meilleures que celles du supermarché, je fais de l'exercice en m'occupant de ces plants dans mon jardin, j'apprends à mieux connaître mon environnement, et je peux même échanger ces tomates contre un ragoût de la retraitée qui est ma voisine ou une leçon d'anglais de mon autre voisin, plus jeune que moi. Je dépense ainsi moins d'argent, et par ces échanges je crée du lien social. Finalement, je sors d'une logique de marché pour me mettre dans une logique « en marchant ». J'ai moins d'argent, j'ai plus de temps pour moi, mais je ne suis pas perdant. Car je m'enrichis de bien d'autres façons que par un travail salarié dont je subis trop souvent des impératifs fort éloignés de mes envies. Les retraités, d'une certaine façon, se retrouvent dans un cas de figure proche de mon nouveau planteur de tomates. En tant que retraité, j'ai bien plus de temps, mais moins d'argent. Je peux en profiter pour faire à nouveau la cuisine, m'occuper de ma maison, réparer un meuble ou refaire mon salon. Dès lors, je ne me sens pas comme un retraité, inactif, je ne suis pas même vu ainsi par les autres, mais comme l'ancien qui mijote des bons plats, répare des meubles ou refait son salon, qui fait quelque chose de ses mains. Donc ça me valorise, je me sens utile, alors même que j'ai moins d'argent, ce que je compense par mon activité. Et là, on parle des plus vieux, des retraités en particulier.



Mais, en fin de compte, d'autres personnes peuvent choisir une telle logique de vie : les gens sans emploi, ceux qui ont fait des choix de vie, contraints ou non, etc.

Et cela participe d'autant plus de la solidarité sociale que des situations de retraite ou de chômage, voire de retour au foyer, pouvant être jugées comme insupportables au regard de valeurs productivistes et économiquement utilitaristes en deviennent non seulement supportables pour les personnes concernées, mais même souhaitables, pouvant donner à chacun l'opportunité de transformer sa vie non pour le pire mais pour le meilleur...

Et cela part tout simplement d'une autre conception du temps, moins obnubilée par la vitesse et l'efficacité immédiate, donc plus à même de prendre en compte d'autres modes de production, le recyclage, l'économie des ressources d'énergie, etc. Ce type de démarche, plus durable, pourrait même peu à peu avoir des conséquences sur l'organisation globale de nos sociétés, donc pourquoi pas sur le rôle de l'État.

En 2010, vous avez publié *De l'État providence à l'État accompagnant*. Vous y écrivez, je cite : « *La question centrale est celle de l'invention d'une subsidiarité sociale dans un cadre coopératif, où la structure (État, collectivité territoriale, association, entreprise, individu...) qui apparaît la plus efficiente pour répondre à une problématique devient chef de file du projet. Il s'agit d'inventer un État providence décentralisé et délégué.* »
Que voulez-vous dire par là ? Que l'État devrait devenir un relais d'initiatives ne venant pas de lui ? Qu'il devrait déléguer bien plus certaines de ses missions, et ainsi accompagner plus que faire lui-même ?

Aujourd'hui, personne ne croit qu'il suffirait d'embaucher un million de fonctionnaires supplémentaires pour rendre l'État plus efficace. Nous sommes en revanche très loin d'avoir épuisé toutes les ressources, tous les potentiels de gain de pertinence et d'efficacité de ce que l'on appelle la délégation de service public, idée pourtant ni neuve ni révolutionnaire dans son principe. Sans doute que les *Social Impact Bonds*, que Martine Pinville a lancés début 2016, sont aussi une piste sérieuse pour renforcer l'efficacité des



politiques sociales en les déléguant à des acteurs privés compétents ; Cela nécessite bien sûr une contractualisation solide et un suivi réel. De la même façon, l'enjeu n'est pas d'ajouter de nouvelles normes à notre système social. Il vaudrait même mieux en supprimer, tant l'abondance de règles à respecter nuit à l'inventivité des territoires, et en particulier des acteurs sociaux. La peur, créatrice de normes à n'en plus finir, est un frein. Lorsque j'apprends que la mairie de Paris prépare elle-même des pique-niques pour les enfants, de peur que les enfants n'attrapent des bactéries, j'en reste coi : cela reviendrait moins cher, serait plus efficace et plus agréable de laisser les parents s'organiser, quitte à aider les plus démunis d'entre eux. L'État ne doit être ni « *Big Brother* » ni « *Big Mother* ». L'État a un rôle majeur, en particulier sur ce que l'on appelle les fonctions régaliennes, de justice par exemple. Il doit être un garant, un initiateur, mais il ne peut et ne doit surtout pas tout faire lui-même selon des règles figées pour toutes et tous.

Plus de souplesse donc, y compris d'ailleurs en rapport aux différents territoires...

Un même enjeu se présente très différemment à Dunkerque et à Royan, dans un petit village d'Ardèche et dans la métropole nantaise. Selon l'endroit, les besoins ne sont pas les mêmes. Imposer une même norme à tous, au mépris des réalités du terrain et des spécificités des populations concernées, cela n'a pas de sens. Je pense que cela ne nuit à personne, bien au contraire, d'autoriser les écoles de certaines régions françaises à libérer les adolescents pendant les vendanges pour qu'ils puissent aider leur famille ou celle de leurs copains, et apprendre différemment par la même occasion. Pourquoi les horaires d'école, en particulier, devraient-ils être les mêmes dans le nord et dans le sud de la France ? À Poitiers, on s'est aperçu que le matin, tout le monde prenait le bus au même moment, créant une terrible congestion. Première conclusion : il fallait plus de bus, donc de chauffeurs. Sauf que, une demi-heure plus tard, les bus étaient beaucoup moins remplis : salariés, mais surtout écoliers et étudiants devaient tous prendre les transports en commun à la même heure pour respecter leurs horaires. Il a dès lors suffi de décaler d'un quart d'heure l'entrée en classe dans les écoles et les universités pour régler ce souci... Cela paraît simple, et suppose ce que l'on appelle parfois un « bureau du temps »,



mais s'avère en vérité bien plus compliqué : car tous doivent se parler, et accepter de composer entre eux. Il y a eu en Italie pas mal d'expériences de cet ordre, intégrant aux discussions et négociations non seulement des écoles et institutions scolaires, mais aussi des entreprises. L'État et les collectivités italiennes ont ainsi économisé bien des investissements, mais ils ont dû pour ce faire changer de méthode : ne plus tout imposer *a priori*, mais écouter, accompagner, pour mieux orienter les décisions.

Le sociologue Michel Crozier disait : « On ne change pas la société par décret »...

Tout ne se décide pas d'en haut. Si cela ne fonctionne pas pour les gens, si le chemin mal pensé ici pour prendre le métro ne correspond pas à leur vie, autant ne rien faire. La société se venge : les gens marchent sur la pelouse et les petites fleurs. Ou alors, il faut mettre deux gardes mobiles pour surveiller tout cela, alors qu'en discutant en amont avec les usagers de l'infrastructure à construire, la question ne se serait pas posée. Il faut respecter les usages, le quotidien des personnes, mais aussi s'organiser pour que ces mêmes personnes ne s'isolent pas les unes des autres et se retrouvent pour trouver les meilleures solutions. Je crois en une sorte de fédéralisme social, qui laisse le droit aux gens de « mutualiser » en fonction des situations sur tel ou tel territoire, métropole, département, commune, communauté de village, etc. Partir à quatre dans une seule voiture plutôt qu'avec quatre automobiles, n'est-ce pas mieux pour tout le monde, que ce soit pour la planète, pour son porte-monnaie ou pour le plaisir de la rencontre ? Cela suppose, bien sûr, de se connaître, puis de s'arranger avec le maximum de souplesse. Or ce qui est vrai de ces quatre personnes, peut se construire de la même façon dans un HLM, dans un quartier même, dès lors que le territoire reste assez circonscrit. L'État et les collectivités territoriales, en particulier les communes, ont un rôle majeur à jouer sur ce type d'initiatives. Mais cela implique une écoute et une souplesse, ainsi qu'une ouverture aux expérimentations.

Cela veut donc dire que cet État-là se donnerait les moyens de profiter de toutes ces solidarités de proximité, immédiates, en les accompagnant et, généralement, plutôt que de vouloir tout faire lui-même, en s'en servant. Au niveau du *care* ou de



la solidarité sociale, en France du moins, ne serait-ce pas un pari assez énorme ?

Bien sûr. Pendant plus de dix ans, les habitants d'un quartier des Trois-Cités à Poitiers ont demandé à la ville d'avoir un centre de santé. Les citoyens ont fini par obtenir gain de cause, parce que le besoin était patent, et qu'au bout d'un moment même les plus obtus ont dû se rendre à l'évidence. Un peu d'écoute en amont, des mécanismes de concertation et de contrôle de la validité de ce type de demandes, avec des experts compétents, aurait évité bien des attermoissements et des soucis pour les habitants et même des employés et décideurs de la mairie. Aller sur le terrain est essentiel, et pour les administratifs, et les pour les citoyens qui sont encouragés à se prendre en main, à devenir plus « auteurs de leur vie ».

Mais concrètement, est-ce que cela veut dire que l'on aurait aussi des délégations de services publics, non pas simplement sur des critères économiques, mais sur des critères éthiques, sociaux et culturels ? Est-ce que ce n'est pas la voie qu'ont pris les pays d'Europe du Nord comme la Suède ?

Oui. Je pense que la Suède a vraiment fait un sacré boulot, y compris en remettant en cause l'emploi à vie dans la fonction publique, selon un principe d'égalité qui s'est également concrétisé en nouveaux services à la population, par exemple pour l'accompagnement des enfants de parents qui travaillent. Pourquoi y aurait-il une catégorie de population plus protégée qu'une autre ? Assumer jusqu'au bout l'objectif d'une plus grande égalité supposerait d'ailleurs une solidarité assise non plus sur le statut social et professionnel de chacun, mais sur la personne en tant que telle. Je suis partisan de l'unité de droits et de protections sociales entre le fonctionnaire, le salarié d'une PME ou celui d'une grande multinationale. Un unique statut pour les retraites donnerait par exemple une meilleure visibilité de son avenir à chacun, et rendrait les mécanismes de solidarité bien plus faciles à accepter.

Quant à l'idée, bien acceptée en France dans certains secteurs et encore plus commune en Suède et dans d'autres pays, de déléguer une mission à une association ou à tout autre



organisme privé, contrôlé par l'État en amont et en aval, cela ne devrait susciter aucun débat dès lors que cela s'avère moins cher et plus opérationnel que de laisser l'État tout faire seul. Je travaille souvent avec d'anciens cadres et dirigeants d'entreprise désormais à la retraite, qui ont monté EGEE, selon leur propres termes « *une association nationale de seniors bénévoles* ». Ils aident pas mal de jeunes à monter leur projet d'entreprise, bénévolement donc. Mais un jour, en Rhône-Alpes, c'est Pôle emploi qui est venu les voir et qui leur a dit : « *Nous, pour remettre dans l'emploi des salariés de plus de 50 ans, on est très mauvais. Pouvez-vous nous y aider ?* » Un cadre d'une cinquantaine d'année, pour EGEE, c'est un « jeunot », mais pour les responsables de Pôle emploi, c'est quelqu'un d'un peu vieux qu'il n'arrive pas à placer. L'association a été d'une incroyable efficacité, sachant tenir le bon discours, et aux cadres de cinquante ans voulant encore travailler un peu, et aux entreprises pouvant potentiellement les employer. Elle a permis de tisser des accords inédits, au point que Pôle emploi a décidé de la rétribuer pour son aide, ne serait-ce que de façon indirecte par l'achat de matériel. EGEE, Pôle emploi, les cadres ayant la cinquantaine, les entreprises les ayant embauchés : tout le monde y a gagné... Mais au prix d'un grand pragmatisme, d'une modestie - tout à leur honneur - des agents de Pôle emploi reconnaissant qu'ils n'étaient pas les mieux à même de trouver le discours et les solutions pour un certain genre de mission. La vraie délégation de service, selon moi, tient de cette souplesse, d'un mélange chez tous les interlocuteurs concernés d'humilité, de pragmatisme, de sensibilité aux autres, mais aussi de souci d'efficacité.

Cette « société de la sollicitude » que vous aimeriez voir apparaître, comment la qualifier, l'imaginer ? Quels seraient son socle, ses références ? Comment pourrait-elle se concrétiser demain ? À partir de quels exemples actuels, si jamais il en existe ?

Il me semble que son maître mot serait la notion de prévention, mais dans un sens bien plus étendu et profond que ce que l'on entend par ce mot dans la santé, bien au-delà de l'injonction à consommer « 5 fruits et légumes par jour » qui ne parle qu'à 10 % de la population. Ce serait une société qui accompagnerait les personnes, en les



« prévenant » très tôt en amont de la conséquence, de la portée de leurs gestes, d'où un immense travail sur l'information et l'éducation. Une société donnant dès le plus jeune âge à chacun l'envie et les clés pour devenir l'auteur de sa propre vie, tant que faire se peut, dès lors que la dignité de tous serait préservée et entretenue. Ce serait une société, par exemple, où les enfants comprendraient vite la différence réelle, mais aussi la nécessité d'un principe d'égalité, entre les femmes et les hommes, comme entre les jeunes, quels que soient leurs catégories sociales, les métiers de leurs parents, leur milieu culturel. Une société aux hiérarchies mouvantes, selon les sujets touchés et les compétences de chacun, valorisant chaque activité pour son utilité sociale, qu'elle soit manuelle ou intellectuelle. Une société où seraient valorisées l'autonomie et la prise de responsabilité, où la prévention passerait par des questions du genre : « *Vous pouvez acheter dix pantalons, mais en avez-vous vraiment besoin de dix ?* » ; « *Ne pourriez-vous pas d'ailleurs apprendre à faire de la couture, pour réparer et réinventer vous-même vos propres pantalons, même si vous êtes un garçon ?* » La prévention telle que je l'entends, une nouvelle fois, correspondrait à la notion d'éducation au sens le plus beau du terme.

Certes, mais cela sonne abstrait, comme de simples mots...

J'ai en tête un exemple d'aujourd'hui, qui illustrerait plutôt pas mal le fonctionnement, mais également les valeurs, de cette société de la sollicitude dont le socle serait la notion la plus élargie possible de prévention, dans le sens de « prévenir ». Je pense à Saint-Germain-au-Mont-d'Or, où un quartier a retrouvé une attractivité nouvelle grâce à un travail d'accompagnement à l'intergénération et à la solidarité de voisinage porté par une association, Recipro-Cité, et un bailleur social local, Sollar, à travers la démarche Chers Voisins. Nous l'avons soutenu lorsque je dirigeais le Fonds pour l'innovation sociale. On n'impose pas l'intergénération. C'est un échange de valeurs, de regards et de représentations. Cette idée de faire contribuer certains des habitants d'un même HLM, ayant pour la plupart très peu de moyens, au nettoyage des parties communes produit une dynamique novatrice. Logique d'échanges, mais aussi de responsabilisation et d'accès simple à une connaissance des plus utiles et opérationnelles : dès lors que je m'occupe



moi-même des parties communes, j'apprends à moins les salir, moins les abîmer, et je respecte mieux l'autre, qui auparavant faisait ce « sale » travail. J'aime l'empathie de cette démarche : se mettre à la place de l'autre, se dire que je pourrais, que je vais être à cette place. Du coup, j'y fais aussi plus attention. Cette éthique de la sollicitude, c'est aussi une éthique pour chacun et pour tous. Et la société qui l'incarnerait - selon mon rêve pour dans cinq, dix ou quinze ans -, serait à la fois une société de la prévention, du *care* donc, et d'une responsabilité réellement partagée, en actes, donc au-delà des mots. Une société où tous auraient une égale dignité, mais où chacun devrait également, en fonction de ses capacités, contribuer à l'égale dignité des autres, en aidant, en participant aux tâches communes.

D'où l'idée que j'emprunte au philosophe Bernard Stiegler, d'une « société de la contribution », suscitant le partage, la participation de tous à la cité.

Oui, une société de la contribution devrait sans doute être une société ayant conscience de notre interdépendance à tous, les uns vis-à-vis des autres. De cette réciprocité indispensable de tout collectif. Il y a des gens qui ont plus besoin de l'autre à un certain moment, parce qu'ils ont un handicap par exemple. Mais de façon plus ou moins forte selon l'époque et là où j'en suis dans la vie, j'ai besoin de l'autre tout le temps, et l'autre à besoin de moi. Il n'y a pas d'homogénéité entre les personnes et les situations, mais telle personne n'est pas plus digne, plus respectable que telle autre.

C'est vrai que ce terme, de « prévention » ne me ravit pas totalement. J'y perçois une petite dimension à la « *Big Brother* ». La prévention ne devrait pas signifier le contrôle total, mais donner les moyens à un maximum de gens de choisir, de faire, de construire eux-mêmes. Ce n'est pas faire ou penser à leur place, ni leur dire ce qu'il faut faire. Parce ce que sinon nous aurons une société d'un ennui insondable.

La vraie prévention, comme je le soulignais, ce n'est pas la carotte et le bâton, le contrôle *a priori*, mais l'information et la connaissance. La responsabilisation. L'enjeu démocratique, c'est de prévenir toute dérive à la « *Big Brother* ». C'est le respect de cette



décence commune d'Orwell qui permet au monde de ne pas sombrer dans la barbarie. De la même façon, le *care* ou l'éthique de la sollicitude, c'est faire « avec ». Le mot à bannir, c'est faire « pour » : j'ai fait ou je sais ce qu'il faut « pour » eux. Non, personne ne sait ce qu'il faut « pour » eux... Ou alors, ce serait une société du marketing à tous les étages. Non, je rêve plutôt d'une société de la prévention, dont chaque personne serait l'un des auteurs, parfois l'un des acteurs, même cela, ce n'est pas toujours facile de l'être. Au moins, auteur de quelque chose. C'est la parabole du pêcheur : ou je lui donne du poisson et le maintiens dans la dépendance et la passivité, ou je lui apprends à pêcher.

Il faut être capable d'improviser...

Oui, mais en apprenant à pêcher, il faut aussi que j'apprenne à ne pas manger tous les poissons, car sinon il n'y en aura plus. Je vais pêcher pour moi, mais en laissant les autres pêcher eux aussi et en préservant l'avenir de tous ceux qui pêcheront après nous. Il y a là un enjeu de l'ordre de la transmission, qui fait écho au début de notre conversation autour de l'interdépendance générationnelle. J'ai des parents, j'ai des enfants, j'ai des petits-enfants, et je pense à eux. Je n'aime pas ce principe du « Je n'emprunte pas pour mes petits-enfants ». Mes petits-enfants valent tous les emprunts du monde ! Surtout, ils m'incitent à penser à eux, à construire avec la perspective d'un avenir. Un avenir pour moi parce qu'il est immédiat, et pour la suite. La prévention, c'est bien cela : comprendre que je suis le maillon d'une longue chaîne humaine. Camus disait que la responsabilité de sa génération, c'était d'éviter que notre monde disparaisse. La menace n'a jamais été aussi forte.

Voir aussi
l'interview vidéo de
Serge Guérin sur
solidarum.org

SOLIDARUM

Base de connaissances pour
l'invention sociale et solidaire

solidarum.org : un nouvel outil au cœur de la solidarité sociale

Plateforme en ligne, gratuite et évolutive, Solidarum propose à la consultation et au téléchargement des médias vidéo, texte, son et image : des visions et reportages créés spécifiquement pour elle, en Creative Commons. Soit un outil d'échange, de mutualisation et d'inspiration pour faire avancer la solidarité sociale.